
Documents sauvegardés

Samedi 3 mai 2025 à 11 h 09

2 documents

Sommaire

Documents sauvegardés • 2 documents

Le Figaro

28 avril 2025

Après les adieux, les cardinaux ouvrent la succession de François

Ce lundi matin, deux jours après les obsèques du pape François, les cardinaux reprennent le chemin du... collège. Leur assemblée, le Sacré Collège, constitue le Sénat de l'Église. Ils sont ...

3

Le Monde

28 avril 2025

La mort du pape ravive les débats sur la laïcité

Vingt ans après la mort de Jean Paul II, la disparition du pape François, lundi 21 avril, suscite le même geste commémoratif de l'Etat. Et la même polémique autour de ...

6

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 3 mai 2025 à AQ-LP-METIERS-ET-PLASTURGIE-(0470020S) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250428-LF-1102*20*21220422876

Nom de la source	Lundi 28 avril 2025
Le Figaro	Le Figaro • no. 25092
Type de source	• p. 2
Presse • Journaux	• 2084 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	Société
Nationale	
Provenance	
France	



Après les adieux, les cardinaux ouvrent la succession de François

Après le pontificat de François, qui a été clivant sur certains sujets, le Sénat de l'Église, impressionné par la division des catholiques, se lance à la recherche d'un homme d'unité. Une semaine décisive pour préparer le conclave.

Guénois, Jean-Marie

Ce lundi matin, deux jours après les obsèques du pape François, les cardinaux reprennent le chemin du... collège. Leur assemblée, le Sacré Collège, constitue le Sénat de l'Église. Ils sont plus de deux cents, électeurs ou non électeurs (qui ont dépassé la limite des 80 ans). Ces hommes en rouge vont se réunir tous les jours en « congrégations générales » jusqu'à l'entrée en conclave, d'ici une semaine. Les quatre premières réunions après la mort du pape ont été consacrées à préparer les funérailles. À partir d'aujourd'hui, les cardinaux se concentrent sur la succession du pape François avec trois sujets : bilan du pontificat, diagnostic de l'Église, profil du successeur. Seul le temps de parole est limité mais chacun est libre de s'exprimer.

Le premier devoir de ces prélats consiste à voter la date du conclave, c'est-à-dire leur entrée dans la chapelle Sixtine où ils voteront - un scrutin le premier soir, deux par demi-journée - pour élire le nouveau pape aux deux tiers des voix de 135 votants.

Le début du conclave pourrait être fixé

au lundi 5 mai. Sa date devrait être connue dans la journée de lundi ou mardi. Ce qui signifie que le nouveau pape pourrait apparaître au balcon de Saint-Pierre le 7 ou 8 mai, si l'on s'en tient à la durée moyenne des quatre derniers conclaves, qui ont été de deux jours et demi. Il faut remonter à 1922 et l'élection de Pie XI pour trouver un conclave qui a duré cinq jours.

Un délai incompressible de neuf jours s'impose de toute façon entre les obsèques du pape et l'élection de son successeur. Il correspond aux « novemdiales », une série de neuf messes solennelles pour le pape défunt et à l'intention des différents personnels travaillant pour le Saint-Siège. La dernière messe de cette série sera dite le dimanche 4 mai.

« *I novemdiales, i novemdiales, niente prima...* » : « Les novemdiales, rien ne peut se faire avant », assure doctement Roberto, un vieux Romain qui habite dans le quartier du Borgo Pio, qui jouxte la place Saint-Pierre. La population romaine voit passer les papes les uns après les autres avec une certaine placidité. « *Le pape est mort, on en fait un autre*

iacobucci Marco/IPA/ABACA/iacobucci
Marco/IPA/ABACA

», ajoute-t-il selon un vieux dicton romain. Ce qui indique un respect de la fonction et une certaine distance vis-à-vis de la personne du pape, qui s'est accentuée avec la série des trois derniers papes. Des « *stranieri* », entendez des « étrangers ». Une indifférence qui pourrait toutefois s'estomper si le 267^e pape de l'histoire était un Italien. Ce qui n'est pas impossible.

D'ailleurs, le favori de la liste de « papabili » est apparu dimanche matin sur la place Saint-Pierre. Derrière Roberto, on voit la foule se presser pour être bien placée à la messe du Jubilé des adolescents, célébrée à 10 heures. Elle est présidée par le cardinal Pietro Parolin, 70 ans. Jusqu'à la mort du pape François, lundi dernier, il était le numéro deux du Saint-Siège, le premier ministre. Son titre était « secrétaire d'État ». Ce cardinal, très intérieur, spirituel, est un pur produit de la diplomatie pontificale, où il a fait toute sa carrière. Il connaît - et il est connu - des cardinaux du monde entier car il ne se passait pas une semaine sans que le pape François ne

Documents sauvegardés

l'envoi le représenter quelque part sur la planète. Il est également à l'aise dans les rouages de la machinerie vaticane, dont il sait déjouer les pièges. L'homme, ferme sur l'essentiel, est souple sur l'accessoire. Certains lui reprochent d'avoir été trop soumis à un pape François très autoritaire. Pour sa défense, ce grand serviteur de l'État, comme on dirait en France, a su éviter l'implosion de la curie romaine, l'administration centrale de l'Église, que le pape argentin a constamment secouée.

Parolin est en tout cas le nom le plus cité ces jours-ci à Rome. Cela n'augure rien d'une élection sur le siège de Pierre mais c'est un fait très significatif. Contrairement à ce qu'affirment certains « spécialistes », l'élection d'un pape n'est pas a priori « imprévisible ». Sur les huit derniers conclaves, trois, voire quatre suffrages ont été parfaitement prévisibles : celui de Pie XII en 1939 (trois tours de scrutin), celui de Jean-Paul Ier en 1978 (quatre tours de scrutin), celui de Benoît XVI en 2005 (quatre votes). Quant à l'élection de Paul VI en 1963, elle fut plus difficile avec six tours de scrutin mais elle était quasiment courue d'avance.

Le cardinal Parolin serait-il élu de la même façon ? Il est combattu par ce que l'on appelle les conservateurs - totalement marginalisés dans le corps cardinalice par François, qui n'a nommé aucun profil de ce type - mais il est reconnu comme un prélat apte à gouverner, avec tact et sans à-coups. Ce qui perme-ttrait, selon ce que l'on peut entendre à Rome, de répondre au « *besoin d'unité et de sérénité* » exprimé par nombre de cardinaux après le pontificat réformateur mais très déstabilisant de François.

Un homme politique, en tout cas, ne s'y

est pas trompé : Volodymyr Zelensky, le président de l'Ukraine. Samedi, lors de son voyage à Rome, il a pris le soin de s'entretenir avec le cardinal Parolin. Ce rendez-vous officieux s'est inséré dans le ballet géopolitique improvisé lors des funérailles de François. Sous couvert de discussions d'ordre diplomatique, le président ukrainien a préparé l'avenir. Mais cet homme en guerre a pris le même soin pour rencontrer un autre favori à l'élection papale, le cardinal Matteo Zuppi, 69 ans, archevêque de Bologne, président de la Conférence épiscopale italienne et membre de la Communauté de Sant'Egidio. Il est considéré comme l'héritier spirituel du pape François.

Très affable, ce prélat souriant, fondamentalement pasteur de terrain, a aussi ses chances. Elles sont toutefois nuancées par une ombre : on lui reproche d'être totalement lié à cette communauté, née dans les années 1970 pour aider les pauvres de Rome et devenue l'institution de la diplomatie parallèle du Saint-Siège. Beaucoup de cardinaux redoutent l'influence qu'elle a désormais prise au sommet de l'Église. Si l'on reprochait à l'Opus Dei d'avoir eu trop de poids sur le pontificat de Jean-Paul II, certains reprochent à la Communauté de Sant'Egidio d'avoir usé de la même influence sur le pontificat de François. « *Élire Zuppi, entend-on à Rome, reviendrait à élire Andrea Riccardi pape.* » Riccardi est un laïc très connu, professeur d'histoire, fondateur de la Communauté de Sant'Egidio. De centre gauche, il a occupé des fonctions ministérielles en Italie.

Mais voilà la messe du Jubilé des adolescents qui commence place Saint-Pierre, avec le cardinal Parolin au centre des regards. On ne lui voit pas son

sourire habituel, à l'exception de ce moment où il salue individuellement une délégation de jeunes. Au moment de la liturgie, il est hiératique. Les circonstances sont délicates, il est vrai. Il y a la gravité du deuil et l'enthousiasme débordant de ces dizaines de milliers d'adolescents venus spécialement à Rome pour le jubilé qui leur est consacré. Une période transitoire qui n'est pas aisée à franchir et qui dominait ce week-end dans l'atmosphère à Rome. Dans son homélie, le cardinal Parolin a rendu un vif hommage au pape François : « *La douleur de son départ, le sentiment de tristesse qui nous assaille, le trouble que nous ressentons dans notre coeur, le sentiment de désorientation : nous vivons tout cela.* » Il a assuré les jeunes, un peu déçus de ne pas voir le pape François, de l'« affection » du défunt, lui « *qui aurait tant souhaité vous rencontrer, vous regarder dans les yeux, passer parmi vous pour vous saluer* ».

La foule ressent un autre vide. Ces jeunes sont venus de l'autre bout du monde pour la canonisation de Carlo Acutis, un Italien mort à l'âge de 15 ans, en 2006, d'une leucémie foudroyante, mais qui a eu le temps de devenir un « cyber-apôtre » en lançant une évangélisation active sur internet. En raison du décès du pape, cette canonisation a été reportée à la dernière minute par le Vatican. Le père Will Conquer, un jeune prêtre français, auteur d'ouvrages sur Carlo Acutis, actuellement au Cambodge pour les Missions étrangères de Paris (MEP), est venu avec des jeunes pour l'événement : « *Carlo aimait plaisanter, c'était un farceur. On vient par milliers pour sa canonisation, et lui, nous fait faux bond ! Dieu veut tout. Nous sommes là non pour la gloire de Carlo mais, avec lui, pour la gloire de Dieu. Il aimait dire : « Non io ma Dio*

Documents sauvegardés

» , « Pas moi mais Dieu ». Il a donné sa jeune vie en offrande pour que soit célébrée l'eucharistie, pour aimer l'Église et prier pour le pape. Le pape d'hier comme le pape de demain. Nous prions aujourd'hui sur cette place pour cela. »

Ce dimanche a ouvert une semaine cruciale pour l'Église. D'autres noms de « papabiles » circulent évidemment. Le cardinal Péter Erdő, 72 ans, archevêque de Budapest, en Hongrie, est donné comme le candidat des conservateurs. Le nom d'un autre Italien circule : le cardinal Pierbattista Pizzaballa, un franciscain de 60 ans, patriarche latin de Jérusalem, très exposé par la situation géopolitique, déjà très expérimenté mais considéré comme trop jeune pour la fonction. On parle aussi du cardinal Jean-Marc Aveline, 66 ans, archevêque de Marseille, réputé pour son esprit de synthèse et sa capacité à gérer les contrastes. On parle aussi de l'Américain Robert Francis Prevost, 69 ans, en charge du très important dicastère pour les évêques. Ou encore du cardinal Fernando Filoni, 79 ans, prélat italien à l'expérience et à l'équilibre remarquables.

Autant de personnalités qui évitent de s'exprimer publiquement. Contrairement à l'élection de 2005, on entend peu parler, cette fois, de cardinaux africains ou asiatiques, et encore moins de Latino-Américains. Mais il reste une semaine avant l'entrée en conclave. Des profils importants peuvent toujours passer sous les radars médiatiques.

Dans ces premiers bruissements sur l'esprit du conclave, un mot d'ordre revient avec insistance, à droite comme à gauche. Il est souvent cité comme une priorité, voire une urgence, après le pontificat de François : celui d' « unité ».

La première responsabilité du pape est effectivement de maintenir l'unité de l'Église. C'est ce que François a cherché à faire en récusant l'ordination au sacerdoce d'hommes mariés, pourtant votée en 2019 lors du synode sur l'Amazonie. Il est toutefois apparu clivant sur d'autres réformes. Quant à la bénédiction accordée fin 2023 aux couples homosexuels, ou la trop forte insistance sur la synodalité, elles ont déclenché des ruptures internes discrètes mais certaines, même chez les soutiens du pape. Un homme de longue expérience, le cardinal Agostino Marchetto, 84 ans, pourtant nommé cardinal par François, ancien nonce apostolique qui a été secrétaire du Conseil pontifical pour les migrants de 2001 à 2010, lâche dans *La Repubblica*, à propos du prochain pape : « Il y a trop de divisions, il nous faut un timonier qui sache unifier l'Église. »

À côté des « papabiles », une autre catégorie de cardinaux, dont certains n'entreront pas au conclave, va jouer un rôle décisif cette semaine. Ce sont les « faiseurs de roi », dirait-on en français, « pope makers » en anglais. Parmi eux, un cardinal jésuite francophone se détache. Il a été longtemps missionnaire au Japon et François l'avait chargé du pilotage du synode sur la réforme de l'Église. C'est le cardinal luxembourgeois Jean-Claude Hollerich, 66 ans. Il assistait jeudi soir à une messe à l'intention du pape François en l'église Saint-Louis-des-Français de Rome. Interrogé sur le poids des divisions actuelles dans l'Église, ce « bergoglien », comme on dit à Rome, a répondu : « Il y a certainement des visions très différentes mais cela ne veut pas dire « divisée ». Nous sommes en communion plus profonde que les opinions qui nous divisent. » Il a dit espérer pouvoir dépasser ces différences en s'appuyant sur la méthode synodale : « C'est

ce que nous avons fait au synode. Nous avons évité les radicalismes mauvais en gardant le radicalisme de l'Évangile. Ce serait bien de faire la même chose, et de trouver alors un terrain commun où nous pourrions marcher ensemble. Être conservateur ou progressiste n'est pas important. Ce qui l'est, c'est d'avoir la foi en Christ vivant, et que l'on puisse la partager avec ses frères, ses soeurs, et qu'on marche ensemble à l'écoute de l'Esprit. » Quant au profil du pape, ce jésuite a lâché : « Un rassembleur, certainement. Un pape est toujours un rassembleur parce que Pierre, c'est le ministère de l'unité de l'Église. On ne fait pas l'unité de l'Église en allant en arrière. » J.-M. G.

Note(s) :

jmguenois@lefigaro.fr

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 3 mai 2025 à AQ-LP-METIERS-ET-PLASTURGIE-(0470020S) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250428-LM-202504282x20x23161910475x215

Nom de la source	Lundi 28 avril 2025
Le Monde	
Type de source	Le Monde
Presse • Journaux	• p. 7
Périodicité	• 1503 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	



La mort du pape ravive les débats sur la laïcité

Des responsables politiques de gauche critiquent la mise en berne des drapeaux en hommage à François

Robin D'Angelo, Mariama Darame, Benoît Floc'h et Nathalie Segaines

Vingt ans après la mort de Jean Paul II, la disparition du pape François, lundi 21 avril, suscite le même geste commémoratif de l'Etat. Et la même polémique autour de la notion de laïcité. Comme le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en 2005, celui de François Bayrou a demandé de mettre les drapeaux en berne sur les bâtiments publics samedi, jour des obsèques du souverain pontife. Une décision, avait-il jugé, en 2005, qui « ne correspond pas à la distinction qu'il faut faire entre convictions spirituelles et choix politiques et nationaux ». « Je n'aurais certainement pas pris une telle décision », ajoutait le président du parti de centre droit UDF, à l'époque allié rebelle du gouvernement.

Vingt ans plus tard, la décision « a été prise par l'Elysée, en accord avec le premier ministre », dit-on à Matignon. En visite dans l'océan Indien, le président de la République n'a pas cessé, dès l'annonce de la mort de François, d'envoyer des messages à la communauté catholique. Jeudi, à Madagascar, il est allé voir le père Pedro, un proche du pape. « Lui, c'est un père, donc il montre le ciel », a déclaré M. Macron. Moi, je suis le président d'une République qu'on

dit laïque. Mais dans la République française, avec sa liberté, son égalité, sa fraternité, il y a tellement de choses qui ressemblent à l'universalisme chrétien[qu'] on aura chacun nos interprétations. Mais je sais une chose, c'est qu'à la fin la racine est la même. »

« Je me conforme au droit »

Comme en 2005, plusieurs responsables de gauche se sont insurgés ces jours-ci contre ce qu'ils jugent être une entorse au principe de neutralité de l'Etat. « La France est une République laïque et je ne suis pas favorable à ce que les drapeaux soient mis en berne pour la disparition d'une autorité religieuse », a tonné le député de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière (ex-La France insoumise, membre du groupe écologiste) à l'Assemblée nationale. « Cette pratique que nous avons vis-à-vis du pape est nécessairement une pratique à géométrie variable », s'est-il encore insurgé, supputant qu'elle ne s'appliquerait ni au dalaï-lama ni à une autorité musulmane ou juive.

Le député socialiste de l'Essonne Jérôme Guedj y voit même « une faute », notamment « pour tous les enseignants qui devront ramer pour expli-

quer la neutralité de l'Etat inhérente à la laïcité ». La secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, s'est dite « assez choquée », notant que « la laïcité est un concept qui est pourtant brandi à tort et à travers quand il s'agit de l'islam et notamment des femmes musulmanes. On est là dans un double standard insupportable ».

La mise en berne de l'emblème national vaut pour « les chefs d'Etat proches de la France », indique-t-on de source gouvernementale. Ce n'est pas une règle absolue, mais un choix des autorités de la République. Ainsi, le chef de l'Eglise catholique, qui est aussi chef d'Etat du Vatican, peut-il prétendre à cet hommage. Un jésuitisme qui permet à la France de concilier son statut de « fille aînée de l'Eglise » avec la loi de séparation des Eglises et de l'Etat (1905). Sous la Ve République, tous les papes ont bénéficié de cette marque de respect. Le ministre de l'intérieur de 2005, Dominique Villepin, rangeait cette pratique au rang des « usages républicains ».

En bout de course, il y a les maires. Président de l'Association des maires de France (AMF), le maire (Les Républicains, LR) de Cannes (Alpes-Maritimes)

Documents sauvegardés

David Lisnard a considéré, le 23 avril sur CNews, que cela « ne pos[ait] aucun problème pour la laïcité », en relevant « la présence du président de la République aux obsèques ». C'est cependant à titre personnel que David Lisnard s'exprimait, car « L'AMF n'a pas pris de position sur le sujet », précise André Laignel, numéro deux de l'association et maire socialiste d'Issoudun (Indre), ville dont les drapeaux flotteront dans l'air, samedi. « La circulaire[envoyée aux maires] est inconsciente et incompatible avec la loi de 1905, déclare M. Laignel. Le pape n'est pas un chef d'Etat au sens où on l'entend habituellement. Il est à la tête d'une théocratie. »

Beaucoup de maires sont tiraillés entre leurs convictions et le devoir d'appliquer les instructions de l'Etat. Notamment chez les socialistes. Au bout du fil, l'un d'eux soupire : « Je ne me suis pas posé la question et j'ai autre chose à faire en ce moment. Je gère des problèmes de mamans qui dorment dehors avec leurs enfants... » En revanche, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, se rend à Rome pour les obsèques. Son homologue divers gauche de Marseille, Benoît Payan, qui a accueilli le pape François dans sa ville en 2023, estime que cette polémique « ne sert à rien. La laïcité ne nous interdit pas de respecter les juifs, les musulmans ou les catholiques ». Dans la cité phocéenne, les drapeaux seront en berne, « une consigne nationale que nous respectons », indique l'hôtel de ville. Les maires socialistes de Bourg-en-Bresse, Jean-François Debat, comme de Villeurbanne (Métropole de Lyon), Cédric Van Styvendael, sont sur la même ligne. « C'est une instruction préfectorale, justifie ce dernier, et, comme agent de l'Etat civil, je n'ai pas de libre arbitre. Je me

conforme au droit. »

Le pape « mérite bien cela »

La nuance apparaît même chez les communistes, pour qui l'injonction gouvernementale est une remise en cause de la laïcité. Le secrétaire national du parti, Fabien Roussel, maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), admet qu'il s'y conformera cependant, même si « ce ne sera pas le cas sur tous les bâtiments publics ». S'il a reconnu « comprendre » les interrogations qui se sont exprimées sur le sujet, il a rappelé jeudi sur Sud Radio que « le pape a rang de chef d'Etat, mort dans l'exercice de ses fonctions ».

Comme d'autres, Fabien Roussel en a profité pour rappeler les paroles de François dénonçant, en 2015, « le capital érigé en idole ; l'argent, ce "fumier du diable" ». Cela ne suffit pas à convaincre ses camarades. « On n'est pas pour le mélange des genres, explique par exemple Gilles Leproust, maire communiste d'Allonnes (Sarthe). Et nous sommes très détendus par rapport aux instructions : on prend nos décisions en fonction de ce qui est juste pour la communauté. Nous essayons de faire vivre notre devise, liberté, égalité, fraternité, à laquelle j'ajoute laïcité dans le cas présent. » A Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne), même son de cloche : « La République n'a pas à se mêler d'affaires religieuses », rappelle Denis Öztörün qui, lui non plus, n'abaissera donc pas les drapeaux. Certes, il enverra une gerbe à l'église, mais « je paierai sur mes deniers personnels », précise M. Öztörün.

Dans les villes dirigées par le Rassemblement national (RN), l'instruction sera suivie. « La laïcité ne gomme pas les liens que l'on peut avoir. La France est

historiquement fille aînée de l'Eglise », a justifié mercredi sur Franceinfo le vice-président du RN, Sébastien Chenu. Le parti est coutumier des atteintes à la laïcité. Chaque année, à Beaucaire (Gard) et à Perpignan, ses édiles installent une crèche de Noël. A Beaucaire, la mairie impose un menu unique à base de porc dans les cantines scolaires un jour par semaine, sans menu de substitution soient servis. Fréjus (Var) a interdit la baignade en burkini en 2023. Des décisions toujours annulées par la justice.

Le président du RN, Jordan Bardella, devait se rendre samedi à Rome pour les obsèques de François, bien que les dirigeants du parti dénoncent son bilan. « Un pape qui a fait culpabiliser l'Occident sur l'accueil des migrants », qui « a fermé les yeux sur l'islamisme » et qui a « méprisé la France », énumère Sébastien Chenu. « Les torrents d'éloges funèbres des "islamo-gauchistes" de LFI en disent long sur le véritable bilan du pape François », renchérit le député de l'Yonne Julien Odoul.

A droite, pas d'ambiguïté. Dès le 21 avril, l'édile (Horizons) de Nice, Christian Estrosi, a annoncé sur le réseau X que « les drapeaux de l'hôtel de ville[étaient] mis en berne. Un registre de condoléances est disponible ». A Toulouse, Jean-Luc Moudenc (divers droite) a fait de même. La façade du Capitole, éteinte lundi, le sera également le jour des obsèques. Elu à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), Louis Nègre (LR) le fera « parce que le Vatican est un Etat souverain avec lequel nous entretenons de bonnes relations et parce que beaucoup de Cagnois [le lui] demandent ». « Bien sûr !, répond enfin Philippe Marini, maire LR de Compiègne (Oise). Le pape François mérite

Documents sauvegardés

bien cela. » M. Marini a même demandé à ses services s'il n'y avait pas un drapeau du Vatican quelque part en réserve. « Je l'aurais également mis en berne, dit-il . Mais nous sommes imprévoyants... »